

Jornal: <i>la Libre Belgique</i>	N.º <i>I 1</i>
----------------------------------	----------------

Data: <i>24.8.79</i>	Loc.
----------------------	------

## PORTUGAL

### L'armée s'inquiète de la loi d'amnistie

Une vive tension se manifeste à Lisbonne, entre les chefs militaires et le Parlement, qui vient de voter pour la deuxième fois un projet de loi amnistiant les «crimes politiques et militaires» commis depuis le renversement du régime Salazar.

Le président Eanes, après un vote en première lecture, en avril, dernier, avait opposé son veto à la promulgation de ce projet, ce qui a nécessité une deuxième lecture. Celle-ci s'étant terminée par l'approbation du même projet de loi, le président ne peut plus s'y opposer.

Le projet a été présenté par le parti socialiste. Les principaux bénéficiaires devraient être tous les militaires impliqués dans les coups d'Etat manqués de Spínola, pour l'extrême-droite,

et de Carvalho, pour l'extrême-gauche.

Le chef d'état-major de l'armée, le général Cardoso, a vivement critiqué la nouvelle loi, accusant le Parlement d'intervenir dans les affaires de l'armée. Comme le président Eanes l'avait fait avant lui, le général Cardoso estime que le problème de la réintégration des officiers compromis dans des activités politiques devrait dépendre exclusivement du commandement militaire. Ces déclarations, faites par le général Cardoso à l'hebdomadaire «Tempo» ont suscité une réplique très vive de M. Mario Soares qui rappelle que l'armée doit obéir au pouvoir politique et n'a pas à discuter de telles décisions du Parlement.